Chers membres de la Communauté Universitaire,

Je me dois de porter à votre connaissance un certain nombre d'éléments que je ne manquerai pas d'étayer de documents factuels.

L'Université des Antilles repose sur **4 principes fondateurs** inscrits dans nos statuts, dans nos réglementations :

Le premier est celui de **l'UNITE** de l'Institution, Unité à laquelle je suis fondamentalement et profondément attachée. Militante de première heure pour une université des Antilles Guyane, j'ai défendu et continue de défendre l'unité de notre établissement dans une organisation définie par la loi et nos statuts. A l'heure où les regroupements d'université sont la priorité il serait suicidaire de penser autrement.

L'Université des Antilles s'organise sur la base du second principe fondateur : celui de **l'autonomie des pôles universitaires** de Guadeloupe et de Martinique.

Il est de notre responsabilité d'élus de construire une autonomie véritable en matière pédagogique, de fonctionnement et de gestion budgétaire et financière, telle que pensée par nos parlementaires et voulue par notre communauté universitaire.

Ne confondons pas les mots : Autonomie n'est pas indépendance, ni fédération. Autonomie suppose que dans le respect des périmètres de compétences règlementaires et respectives, les deux pôles antillais puissent se voir confier des marges de manœuvre substantielles en matière de gestion afin de garantir un fonctionnement quotidien fluide et réactif, dans l'intérêt général de nos étudiants et de nos personnels.

L'autonomie n'est pas un vœu, mais une réalité, figée dans le marbre de nos statuts, et qu'il nous revient d'appliquer. Nos élus prennent l'ampleur de leur responsabilité et mettent en œuvre leurs compétences au sein des Commissions polaires : 18 commissions se sont tenues depuis mars 2017 à la Martinique.

Cette autonomie ne saurait placer les pôles universitaires sous le joug d'une gouvernance qui se qualifie elle-même d'exclusive.

Depuis ma prise de fonction, je n'ai eu de cesse de demander courtoisement la mise en œuvre de l'autonomie polaire et le respect de cette autonomie elle-même.

Pour exemple, j'ai écrit à maintes reprises, à Monsieur le Président, argumentant au plan juridique, pour que mon statut d'ordonnateur des recettes et dépenses du pôle soit respecté et qu'un réel dialogue de gestion, d'une part entre le président et les VP pôles, et d'autre part, entre les VP pôles et les ordonnateurs délégués de leurs pôles respectifs, soit mis en place.

J'ai de même, à l'instar de nombreux autres élus du pôle Martinique, vivement insisté pour que le point relatif à l'accréditation de l'offre de formation soit inscrit à l'ordre du jour du CA du 5 octobre, en raison notamment du caractère crucial de la soutenabilité de l'offre qui n'a toujours pas été appréhendée. Or, le 5 octobre, il était déjà question de soumettre cette offre aux instances ministérielles, sans que personne ne sache exactement quelle offre pour quel coût. D'où l'urgence ! D'où notre insistance !

Cette demande d'inscription à l'ordre du jour de ce point relatif à l'accréditation avait, par ailleurs, déjà été relayée par l'intersyndicale du pôle universitaire de la Martinique, ainsi que par les élus enseignants, administratifs et étudiants notamment.

Je tiens à redire fermement que cette demande d'inscription à l'ordre du jour n'était nul caprice, mais s'inscrivait dans la logique du respect d'un calendrier d'accréditation qui avait été annoncé et dont l'échéance laissait entendre que l'offre serait remontée au Ministère, à partir des simples fiches AOF, **parmi lesquelles, celles qui n'auraient reçu aucun aval d'aucun conseil.**

Il y avait donc urgence dans cette demande d'inscription à l'ordre du jour du CA du 5 octobre et s'il n'y avait eu un tel silence depuis plusieurs mois de M. le Président sur des questions aussi importantes que celles du « contenu » exact de l'offre de formation qui serait transmis au Ministère, de la soutenabilité de cette offre et de ses modalités de présentation, les choses se seraient passées autrement. Face à fins de non-recevoir et aux marques d'irrespect avérées, deux tiers des administrateurs du pôle Martinique ont fait le choix de quitter le CA.

Le président de l'université a annoncé ensuite un CA extraordinaire –celui du 23 octobre 2017- avec pour unique point à l'ordre du jour : « l'accréditation de l'offre de formation ». Et là, nouveau coup de théâtre : ce point si important a été purement et simplement remplacé par un autre point, relatif cette fois à la diminution des heures complémentaires, point qui a fait l'objet d'un vote furtif, sans aucune concertation préalable avec les pôles sur leurs besoins réels en heures complémentaires, ni sur le pourquoi soudain de cette urgence, alors qu'aucun élément factuel, présenté en séance ou adressé avant la séance, n'avait été fourni aux administrateurs.

Ces façons de faire, empreintes d'arbitraire et d'autoritarisme, **non explicitées, non argumentées, non concertées, non débattues avec les vice-présidents de pôle** (en tout cas, pas avec moi, vice-présidente du pôle Martinique), expliquent l'ensemble des interrogations qui se font jour aujourd'hui sur ce pôle.

Ces manières d'agir vident les pôles de leur autonomie, parce que le président de l'université fait en sorte de les mettre sans cesse devant le fait accompli. Jamais les réunions de cohésion que prévoient également les statuts ne sont placées avant les conseils d'administration pour recueillir l'avis et les vœux des vice-présidents de pôle et faire ainsi que l'ensemble des attentes de la communauté universitaire soient prises en compte et examinées au sein de l'instance qui administre l'établissement.

Si cela avait été le cas, si le pôle Martinique, dans ses doléances, avait été entendu, en serions-nous là aujourd'hui ?

Il est donc particulièrement irrespectueux envers les élus du pôle Martinique, envers l'ensemble de ses membres, de sous-entendre que la conférence de presse du 10 novembre, qui s'imposait en regard du contexte d'autoritarisme affiché, a été organisée au mépris de la volonté de dialogue que le président soudain affirme porter. **Il y a les mots et il y a les actes !**

Depuis ma prise de fonction en tant que VP Pôle, je n'ai cessé de réclamer poliment des réunions de cohésion entre les pôles, coordonnées par le président de l'université. Ces réunions ont malheureusement, pour la plupart, presque toujours tardé à venir, malgré mes relances, comme vous le constaterez par vous-mêmes dans les mails ci-joints.

Ainsi, en 9 mois de mandature, seules **deux** réunions de dialogue entre les VP pôles et le président ont été tenues, les **06 juin et 18 juillet 2017** : la première 3 mois après l'élection des VP Pôles et suite aux demandes insistantes et réitérées de la VP-pôle Martinique.

Je précise que j'ai dû demander au président de l'université de me transmettre l'ordre du jour de la réunion organisée le 10 novembre, **car dans son premier mail d'invitation, aucun ordre du jour (ODJ) n'était indiqué. Aucun. Sont-ce là des marques de respect et de considération que d'inviter un vice-président de pôle à une réunion sans aucun ordre du jour ?**

Les points ensuite avancés portaient sur les questions relatives à l'accréditation de l'offre de formation, aux ANT et à la répartition des moyens, questions qui ont déjà été présentées au niveau des instances :

- Le dossier d'accréditation : avis des instances (CFVU, Conseil de Pôle (CP), CAC) remontée au Ministère le 24 octobre 2017 (information transmise lors du CA du 23 octobre).

- Les ANT : les engagements des services centraux pris lors des réunions entre les services du pôle Martinique (réunion du 11/10/17), et les avis du CCPANT (30/10/17) portant sur des aménagements d'une période de carence (à positionner par la composante entre janvier et juin 2018) n'ont pas été suivis. Le 30 octobre 2018, transmission et notification à nos collègues contractuels de leur courrier de fin de contrat sans aucune assurance de reconduction.
- La répartition des moyens : une unique réunion s'est tenue le 18 octobre 2017 avec pour seul document de travail un tableau des effectifs étudiants au 28 septembre 2017 mentionnant la pondération du nombre d'étudiants selon les classes de formations. AUCUN élément de travail quant aux critères, indicateurs, clés de répartition entre pôles ?? Nous les attendons toujours ...

Le dialogue et l'échange doivent se faire **AVANT** toute prise de décision et non après.

OUI au dialogue, OUI à la concertation tels que prévus dans nos statuts mais NON aux chambres d'enregistrement que nous ne sommes pas !

OUI au respect du débat contradictoire dans le cadre des réunions, et de nos instances, particulièrement au sein du conseil d'administration.

Je n'ai d'ailleurs pas fermé la porte à un échange avec le président de l'université, lui indiquant seulement, vu le caractère de cette proposition de réunion, que je souhaitais qu'elle se tienne en présence de mon conseil de pôle (cf. mail ci-joint).

Sous couvert de résoudre un problème humain, comment ne pas s'étonner du fait que le président positionne un agent contractuel de l'administration générale, lauréat d'un concours, sur un poste de l'établissement ? Lequel ? Quid de nos 80 collègues ANT ? Quelle gestion humaine des problèmes est faite lorsqu'en mai 2017 l'administration de l'université annonçait la non reconduction de la quasi-totalité des agents non titulaires ?

Comme le président l'écrit, le personnel du pôle Martinique est « loin de tout esprit de rivalité et de division » et je m'interroge, comme de nombreux collègues, des propos tenus sur les ondes par le président de l'université qui accusent le pôle Martinique d'alimenter une entreprise de scission. Surtout quand on connaît les positions de certains de ses proches collaborateurs...

Comment admettre que la démarche qui consiste à exiger un fonctionnement collégial de l'université, soucieux des prérogatives de ses conseils et de ses élus, ou que la volonté d'exiger le respect du principe de l'autonomie des pôles, tel qu'inscrit par la loi, soit qualifiée sur les ondes de démarche de scission ?

Qui pourrait accepter pareille chose ?

Il est encore plus surprenant, pour ne pas dire consternant, alors que s'est effectué un vote à l'arrachée sur les heures complémentaires au motif d'une mise sous tutelle imminente de l'établissement, que le président ne parle sur les ondes, du dossier CEREGMIA que pour évoquer les frais d'avocat, sans jamais parler de la ruine que représente pour l'établissement cette dizaine de millions d'euros perdus. Malgré des rapports dûment établis par la Cour des Comptes, l'IGAENR, la Préfecture de Martinique, malgré des demandes de remboursements de la Région Guadeloupe, malgré des mises en examen assorties de contrôles judiciaires sévères, le président ne s'émeut que des frais d'avocat, promettant non pas de régler cette affaire grave, mais de limiter ces frais annexes. Est-ce acceptable qu'un ordonnateur principal ne dénonce pas la gabegie devant les ondes, tandis qu'il s'empresse en conseil de faire voter des mesures budgétaires restrictives ? Est-ce qu'il est

cohérent de donner et limiter une délégation de signature de la vice-présidence à 5000 euros en prétextant que l'on a peur que ne se reproduise le problème du CEREGMIA et qu'au moment où ce dossier est évoqué dans la presse, de faire comme s'il n'existait pas ?

Le pôle Martinique n'acceptera **aucune vassalisation**, tout en restant profondément attaché à l'unité de l'établissement qu'il a d'ailleurs toujours vaillamment défendue et tout en respectant la fonction de président, dans le cadre de la nouvelle compétence d'autonomie accordée aux pôles.

Je continuerai sans relâche à défendre les intérêts de ce pôle sans les délier de l'intérêt de l'établissement : il n'y a aucune contradiction à être attachée à l'établissement et à défendre dans le même temps le respect de l'autonomie des pôles. C'est précisément ce qu'a prévu la loi.

J'ai été élue pour une fonction, à partir de compétences inscrites dans la loi : qu'on respecte ces compétences, qu'on s'inscrive clairement dans une logique éthique et l'université retrouvera un fonctionnement apaisé.

Bien à vous,

Odile Marcelin François-Haugrin
Vice-présidente du pôle universitaire de la Martinique